

No. 36210

**France
and
Turkey**

**Maritime Agreement between the Government of the French Republic and the
Government of the Republic of Turkey. Paris, 5 September 1996**

Entry into force: *17 November 1997 by notification, in accordance with article XVII*

Authentic texts: *French and Turkish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 4 November 1999*

**France
et
Turquie**

**Accord maritime entre le Gouvernement de la République française et le
Gouvernement de la République de Turquie. Paris, 5 septembre 1996**

Entrée en vigueur : *17 novembre 1997 par notification, conformément à l'article XVII*

Textes authentiques : *français et turc*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 4 novembre 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD MARITIME ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TUR-
QUIE

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République de
Turquie, ci-après dénommés les Parties,

Désireux d'encourager et d'étendre les relations entre les Parties et d'assurer le dével-
oppement constant de leur coopération dans le domaine des relations maritimes,

Désireux de contribuer au développement des échanges commerciaux entre eux,

Sont convenus de ce qui suit :

Article I. Buts

Les buts du présent Accord sont :

De développer les relations maritimes entre les Parties ;

D'assurer la meilleure coordination en matière de navigation et de promouvoir la sécu-
rité en mer;

D'éviter les mesures préjudiciables au développement du transport maritime ;

De contribuer de manière générale au développement des relations commerciales et
économiques entre les Parties ;

De coopérer dans le domaine de la construction navale et de la réparation des navires.

Article II. Définitions

Aux fins du présent Accord :

1. Le terme "navire d'une Partie" désigne tout navire de commerce immatriculé comme
tel aux registres maritimes de cette Partie et battant son pavillon, conformément à sa lég-
islation. Les navires battant pavillon des Etats tiers reconnus par les deux Parties, qui effec-
tuent le transport maritime entre les ports des Parties et ceux des Etats reconnus par elles
deux, peuvent bénéficier des dispositions du présent Accord à l'exception des articles 7, 8
et 9, à condition que la compagnie maritime ou l'opérateur concerné soit turc ou français.

Ne sont pas compris sous le terme "navire d'une Partie" les navires de guerre, les
navires de recherche hydrographique, océanique et scientifique, les navires de pêche, les
navires destinés aux services portuaires, notamment au pilotage, au remorquage, au laman-
age, au sauvetage, et à l'assistance en mer, ainsi que les navires marchands assurant le trans-
port des déchets dangereux.

2. Le terme "membre de l'équipage" désigne le Capitaine, toute personne exerçant à
bord d'un navire d'une Partie une fonction liée à son exploitation ou à son entretien et fig-
urant sur le rôle d'équipage ainsi que les personnels chargés de l'entretien ou de l'exploita-

tion du navire inscrits sur une liste annexe au rôle d'équipage, conformément aux conventions internationales applicables en la matière aux deux Parties.

Article III. Champ d'application

Le présent Accord s'applique à l'ensemble des échanges maritimes entre le territoire de la République Française et le territoire de la République de Turquie, sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de l'Article II, paragraphe 1.

Toutefois, les dispositions du présent Accord ne s'appliquent pas au cabotage ni aux activités que chacune des Parties entend réserver à son pavillon conformément aux lois et règlements en vigueur, et en particulier, les services portuaires, le remorquage, le pilotage, le lamanage, le sauvetage et l'assistance en mer, les activités de pêche exercées dans la mer territoriale de chaque Partie contractante, et la navigation intérieure.

Article IV. Principes relatifs à l'application

Les Parties réaffirment leur attachement au principe de la liberté du commerce extérieur maritime. Elles conviennent de coopérer à l'élimination des obstacles susceptibles d'entraver le développement des échanges maritimes entre les deux pays et des diverses activités qui relèvent de ces échanges.

Elles conviennent de ne pas faire obstacle à ce que les navires de l'autre Partie effectuent des transports de marchandises entre les ports de leurs pays respectifs et ceux des pays tiers.

Les dispositions du présent Article ne portent pas préjudice au droit des navires battant pavillon des Etats tiers reconnus par les deux Parties de participer au transport des marchandises échangées dans le cadre du commerce extérieur bilatéral des deux Parties sous réserve du respect d'une concurrence loyale sur une base commerciale.

Article V. Traitement accordé aux navires dans les ports

1. Chacune des Parties assure dans ses ports aux navires de l'autre Partie le même traitement que celui accordé à ses propres navires en ce qui concerne l'accès aux ports, la liberté d'entrée, de séjour et de sortie, l'utilisation des installations portuaires et toutes les commodités qu'elle accorde à la navigation et aux opérations commerciales pour ses navires et leurs équipages, les passagers et les marchandises.

Cette disposition vise en particulier l'attribution des places à quai et les facilités de chargement et de déchargement ;

2. Chaque Partie assure aux navires de l'autre Partie un traitement non discriminatoire en ce qui concerne les droits et taxes portuaires.

3. Les Parties, dans le cadre de leurs législations et de leurs règlements portuaires, prennent les mesures nécessaires en vue de réduire le temps de séjour des navires dans leurs ports et de simplifier l'accomplissement des formalités administratives, douanières et sanitaires en vigueur dans les dits ports.

Article VI. Nationalité des navires et documents de bord

1. Chaque Partie reconnaît la nationalité des navires de l'autre Partie telle qu'elle ressort des documents qui se trouvent à bord desdits navires et ont été délivrés par l'autorité compétente de l'autre Partie conformément à ses lois et règlements ;

2. Les documents de bord délivrés ou reconnus par l'autorité compétente de l'une des Parties pour des navires battant son pavillon, sont également reconnus par l'autre Partie ;

3. Les navires de chacune des Parties munis de certificats de jaugeage délivrés conformément à la Convention internationale de 1969 sur le jaugeage des navires ou à la législation en vigueur, sont dispensés d'un nouveau jaugeage dans les ports de l'autre Partie. En cas de modification du système de jaugeage par l'une des Parties, la Partie en question informe l'autre Partie de la modification afin de déterminer les conditions d'équivalence.

Article VII. Documents d'identité des marins

Chacune des Parties reconnaît les documents d'identité des marins délivrés par les autorités compétentes de l'autre Partie. Ces documents d'identité sont, en ce qui concerne la République française, "le livret professionnel maritime" et en ce qui concerne la République de Turquie le "Seaman's Identity Card -- Gemi Adami Cuzdani".

Article VIII. Droits et obligations des marins dans le port d'escale

Les membres d'équipage en possession des documents d'identité énoncés à l'Article VII du présent Accord peuvent, sans visa, descendre à terre et séjourner pendant la durée des escales dans la commune du port d'escale dès lors qu'ils figurent sur le rôle d'équipage du navire, sur la liste annexée au rôle d'équipage mentionnée à l'Article II et sur la liste remise aux autorités du port.

Lors de leur descente à terre et de leur retour à bord du navire, les membres d'équipage doivent satisfaire aux contrôles réglementaires.

Article IX. Droits des marins en matière de transit et de séjour

1. Les membres d'équipages titulaires des documents mentionnés à l'Article VII ont le droit de transiter sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve qu'ils remplissent les conditions respectives d'entrée sur leur territoire et notamment qu'ils soient munis d'un titre de voyage revêtu, le cas échéant, d'un visa, pour rejoindre soit leur poste d'affectation à bord d'un navire se trouvant dans un port de cette Partie, soit leur pays d'origine, à condition qu'ils soient munis d'un ordre d'embarquement ou de débarquement.

2. Lorsqu'un membre de l'équipage titulaire du document d'identité mentionné à l'Article VII est débarqué dans un port de l'autre Partie pour des raisons de santé, des circonstances de service ou pour d'autres motifs reconnus valables par les autorités locales compétentes, celles-ci donnent les autorisations nécessaires pour que l'intéressé puisse en cas d'hospitalisation séjourner sur leur territoire et qu'il puisse soit regagner son pays d'origine, soit rejoindre un autre port d'embarquement.

3. Les Parties se réservent le droit d'interdire l'entrée de leur territoire, dans le respect des législations nationales respectives, aux personnes en possession des documents d'identité mentionnés à l'Article VII dont la présence serait jugée indésirable.

Article X. Actions judiciaires à l'encontre d'un membre de l'équipage

1. Les autorités judiciaires d'une des Parties ne peuvent connaître de procès civil à la suite d'un différend entre le Capitaine et un membre quelconque de l'équipage d'un navire appartenant à l'autre Partie portant sur le salaire ou le contrat d'engagement, qu'à la demande ou avec l'accord de l'autorité consulaire du pays dont ledit navire bat pavillon.

2. Lorsqu'un navire d'une Partie se trouve dans un port de l'autre Partie, les autorités administratives et judiciaires locales l'interviennent à l'occasion d'infractions commises à bord que dans l'un des cas suivants :

a) Si la demande d'intervention est formulée par l'autorité du navire ou avec son accord;

b) Si l'infraction ou ses conséquences sont de nature à compromettre la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou à porter atteinte à la sécurité publique ;

c) Si l'infraction est commise par ou contre des personnes étrangères à l'équipage.

3. Les dispositions du présent Article ne portent pas atteinte aux droits des autorités locales pour tout ce qui concerne l'application de la législation et de la réglementation douanière, la santé publique et les autres mesures de contrôle concernant la sécurité des navires et des ports, la sauvegarde des vies humaines, la sûreté des marchandises, l'admission des étrangers, ainsi que le transport des déchets dangereux et la pollution marine, dans le respect des conventions internationales applicables en la matière aux deux Parties.

Article XI. Navires en détresse

1. Au cas où un navire de l'une des Parties ferait naufrage, s'échouerait ou subirait toute autre avarie dans la mer territoriale ou une zone voisine de l'autre Partie, les autorités compétentes de ladite Partie :

Informent l'agent diplomatique ou le fonctionnaire consulaire de l'Etat dont ledit navire bat le pavillon afin qu'il assume les fonctions qui lui incombent ;

Accordent aux membres de l'équipage, aux passagers, au navire et à sa cargaison, les mêmes protection et assistance qu'à un navire battant son propre pavillon.

2. Les opérations de sauvetage et leur organisation sont conduites en conformité avec la Convention internationale de 1979 sur la recherche et le sauvetage maritime (OMI) et la législation nationale en la matière.

Article XII. Transfert de revenus et autres recettes des compagnies de navigation maritime

1. Chacune des Parties accorde aux compagnies de navigation maritime de l'autre Partie le droit d'utiliser, pour effectuer des paiements, les revenus et autres recettes réalisés sur le territoire de la première Partie et résultant des transports maritimes ;

2. Chacune des Parties accorde aux mêmes compagnies le droit de transférer ces revenus et autres recettes, après déduction de tous les paiements précités, vers le territoire de l'autre Partie et conformément aux lois et règlements de la première Partie.

Article XIII. Coopération

1. Les autorités des Parties compétentes pour l'application du présent Accord sont :

Pour le Gouvernement de la République Française, le Ministère responsable de la marine marchande,

Pour le Gouvernement de la République de Turquie, le Sous-Secrétariat des Affaires Maritimes auprès du Premier Ministre.

Chacune des Parties donne mandat à ses autorités compétentes pour prendre les mesures nécessaires pour l'application du présent Accord et pour entrer en consultations avec les autorités compétentes de l'autre Partie en vue de prendre les dispositions nécessaires, conformément à ses lois et règlements nationaux, afin d'assurer l'application des articles du présent Accord ;

2. Les Parties coopèrent en vue de :

a) Développer les échanges entre leurs organisations et entreprises de navigation maritime, et oeuvrer en étroite collaboration à l'élimination de toutes les difficultés qui pourraient nuire à la croissance régulière du trafic maritime entre leurs pays ;

b) Organiser l'échange et la formation de personnel venant de divers secteurs d'activité maritime, échanger les informations nécessaires pour accélérer et faciliter la circulation des marchandises en mer et dans les ports;

c) Pour ce qui concerne les activités liées auxdits échanges, échanger documents et recommandations relatifs à la navigation et à la traversée des détroits et eaux territoriales.

Article XIV. Commission mixte

Pour l'application des dispositions du présent Accord, les Parties conviennent :

De procéder à des consultations et d'échanger des informations par intermédiaire de leurs organismes compétents en ce qui concerne les divers aspects des échanges maritimes;

De confier l'étude des questions relatives à l'amélioration et au développement des transports maritimes entre les deux pays à une Commission mixte présidée par les représentants des Ministères responsables de la marine marchande, qui se réunit alternativement dans l'un et l'autre pays à la demande de l'une ou l'autre des Parties;

D'attribuer à la Commission mixte toute compétence pour proposer la révision des dispositions du présent Accord, en tenant compte en particulier des développements intervenant au plan international. Une telle révision se fera sous forme d'échange de lettres notifié par la voie diplomatique, et entrera en vigueur selon les procédures constitutionnelles propres à chacune des Parties.

Article XV. Différends

Les différends pouvant survenir quant à l'application et à l'interprétation du présent Accord sont réglés par la voie d'un arrangement entre les autorités compétentes des Parties. Si un différend persiste, il est réglé par la voie diplomatique.

Article XVI. Respect des engagements internationaux

1. Aucune disposition du présent Accord ne porte atteinte aux obligations résultant des engagements internationaux pris par chacune des Parties.

2. Au cas où une réglementation communautaire ou un accord conclu entre l'Union Européenne et la Turquie, intervenu postérieurement à l'entrée en vigueur du présent accord, serait de nature à en modifier les effets, les Parties conviennent de se consulter dans les meilleurs délais.

Article XVII. Entrée en vigueur -- Durée -- Dénonciation

1. Le présent Accord entre en vigueur à la date de la dernière notification constatant l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises.

2. Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq ans à compter de son entrée en vigueur et est renouvelé automatiquement, à chaque fois pour une durée de cinq ans.

3. Le présent Accord peut néanmoins être dénoncé à tout moment par la voie diplomatique; dans ce cas, le présent Accord prend fin un an après la date de réception, par l'autre Partie, de la notification de dénonciation.

Fait à Paris, le 5 septembre 1996, en deux originaux, en langues française et turque, les deux textes faisant également foi.

Les soussignés, dûment mandatés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Pour le Gouvernement de la République Française :

MME. ANNE-MARIE IDRAC
Secrétaire d'Etat aux Transports

Pour le Gouvernement de la République de Turquie :

M. GÜRCAN DAGDAS
Ministre d'Etat

[TURKISH TEXT — TEXTE TURC]

FRANSA CUMHURİYETİ HÜKÜMETİ İLE
TÜRKİYE CUMHURİYETİ HÜKÜMETİ ARASINDA
DENİZCİLİK ANLAŞMASI

Aşağıda "Taraflar" olarak adlandırılan
Fransa Cumhuriyeti Hükümeti ile
Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti,

Taraflar arasındaki ilişkileri teşvik etmek ve genişletmek ve
denizcilik alanındaki işbirliğinin düzenli bir şekilde
geliştirilmesini sağlamak arzusuyla,

Aralarındaki ticari mübadelenin gelişmesine katkıda bulunmak
arzusuyla,

Aşağıdaki hususlarda mutabık kalmışlardır.

Madde I: Amaçlar

Bu anlaşmanın amaçları;

- Taraflar arasında denizcilik ilişkilerinin geliştirilmesi,
- Seyir güvenliği konusunda en iyi koordinasyonun sağlanması ve
deniz güvenliğinin artırılması,
- Deniz taşımacılığının gelişmesine zarar verebilecek tedbirlerden
kaçınılması,
- Taraflar arasındaki ticari ve ekonomik ilişkilerin
geliştirilmesine genel olarak katkıda bulunulması,
- Gemi yapımı ve onarımı alanında işbirliğinde bulunulmasıdır.

Madde II. Tanımlar

Bu anlaşmanın amaçlarına uygun olarak;

1. "Bir Tarafın gemisi" terimi, bu Tarafın gemi kütüğüne
kaydedilmiş ve o Tarafın kendi mevzuatına uygun olarak bayrağını
taşıyan her çeşit gemiyi ifade eder. Anlaşmayı imzalayan
Tarafların tanıdığı üçüncü ülke bayraklı gemiler, gemiyi
kiralayan denizcilik şirketi veya işletmecisinin Fransız veya
Türk olması şartıyla, Fransa ile Türkiye ve her iki Tarafın
tanıdığı ülkelerin limanları arasında yaptıkları deniz
taşımacılığında, bu Anlaşmanın 7,8 ve 9. maddeler dışındaki
hükümlerinden yararlanabilirler.

"Bir Tarafın gemisi" terimi, savaş gemileri, hidrografik, oşinografik ve bilimsel araştırma gemileri, balıkçı gemileri, liman hizmetlerine mahsus, özellikle kılavuzluk, römorkaj ve limanlara giriş-çıkışlarda yol gösteren, kurtarma yapan, denizde açlık eden gemiler ile tehlikeli atık maddeleri taşıyan ticari gemileri kapsamaz.

2. "Mürettebat üyesi" terimi, her iki Tarafça uygulanabilecek uluslararası sözleşmelere uygun olarak gemi kaptanı ve sefer süresince gemide, geminin yönetimi, işletilmesi ve bakımıyla ilgili görevlerin ifası amacıyla istihdam edilen ve adı mürettebat listesine kaydedilmiş bulunan sorumlu personeli ifade etmektedir.

Madde III. Uygulama Alanı

Bu Anlaşma, II. Maddenin 1. paragrafında yer alan hükümler saklı kalmak kaydıyla, karasuları da dahil olmak üzere Fransa Cumhuriyeti toprakları ile Türkiye Cumhuriyeti toprakları arasındaki denizcilik mübadelelerinin tümüne uygulanır.

Bununla beraber, bu Anlaşmanın hükümleri, kabotaj uygulamalarına ve Taraflardan her birinin yürürlükteki kanun, tüzük ve yönetmeliklerine uygun olarak kendi bayrağını taşıyan gemilere saklı tuttuğu faaliyetlere ve özellikle, liman hizmetleri, römorkaj, kılavuzluk, kurtarma ve denizde yardım, Tarafların karasularındaki balıkçılık faaliyetleri ile iç su yolu taşımalarına uygulanmaz.

MADDE IV. Uygulamaya İlişkin Hükümler

Taraflar deniz ticaretinde serbestlik ilkesine bağlılıklarını taşıd ederler. Taraflar, ülkeleri arasındaki denizcilik mübadelelerinin gelişmesine mani olacak engellerin kaldırılması ve bu mübadeleden kaynaklanan çeşitli denizcilik faaliyetlerinde işbirliği yapma hususunda mutabık kalmışlardır.

Taraflar, diğer Taraf gemilerinin karşılıklı ve üçüncü bir ülkenin limanları arasında mal taşımacılığı yapmasına engel olmama konusunda anlaşmışlardır.

Bu Madde hükümleri, ticari esaslara göre, serbest ve haklı rekabet ilkelerine uyulmak kaydıyla, Tarafların ikili dış ticareti kapsamında mübadele edilen malların taşınmasına, her iki tarafça tanınan üçüncü ülke bayraklı gemilerin iştirak etme hakkına hâlel getirmez.

MADDE V. Limanlarda Gemilere Yapılacak Muamele

1. Taraflardan her biri, kendi limanlarında, limana kabul, serbestçe giriş, kalış ve ayrılış, liman tesislerinin kullanımı ile ilgili olarak kendi gemilerine uyguladığı muameleyi diğer Tarafın gemilerine de aynen sağlar; keza seyrüseferle ilgili diğer hususlarda ve ticari işlemler konusunda gemiler,

mürettebat, yolcular ve yükler için, kendi gemilerine yaptığı hizmetlerin aynısını diğer Taraf gemilerine de sağlar. Bu hüküm, özellikle yükleme ve boşaltma kolaylıkları ile rıhtımlarda yer tahsisini amaçlamaktadır.

2. Taraflardan herbiri, diğer Tarafın gemilerine, liman tarifeleriyle ilgili olarak, ayırım gözetmeyen bir uygulama yapılmasını garanti eder.

3. Taraflar, limanlarla ilgili kendi mevzuatları, tüzük ve yönetmelikleri çerçevesinde, gemilerin limanlarda bekleme sürelerini kısaltmak ve anılan limanlarda yürürlükte bulunan idari, gümrük ve sağlık işlemlerini basitleştirmek amacıyla gerekli tedbirleri alırlar.

MADDE VI: Gemilerin Tabiiyeti ve Gemi Belgeleri

1. Taraflardan her biri, diğer Tarafın yetkili makamları tarafından kendi kanun ve tüzüklerine uygun olarak düzenlenmiş olup, diğer Taraf gemilerinde bulunan belgelerde belirtilen gemilerin tabiiyetini tanıyacaktır.

2. Taraflardan birinin yetkili makamları tarafından kendi bayrağını taşıyan gemiler için verilen veya tanınan gemi belgeleri, diğer Tarafça da tanınacaktır.

3. 1969 tarihli Gemilerin Tonajlarını Ölçme Uluslararası Sözleşmesine veya yürürlükteki mevzuata göre düzenlenmiş tonaj belgelerine sahip Taraflardan her birinin gemileri, diğer Tarafın limanlarında yeniden ölçüm işlemlerinden muaf tutulacaktır. Taraflardan birinin tonaj ölçme sistemini değiştirilmesi halinde bu Taraf, eşdeğer şartları belirlemek amacıyla diğer Tarafı bu değişikliklerden haberdar edecektir.

Madde VII: Gemiadamlarının Kimlik Belgeleri

Taraflardan her biri, diğer Tarafın yetkili makamlarınca gemi adamlarına verilmiş olan kimlik belgelerini tanıır. Bu kimlik belgeleri, Fransa Cumhuriyeti bakımından "Mesleki Denizci Cüzdanı - le livret professionnel maritime" ve Türkiye Cumhuriyeti bakımından "Gemi Adamı Cüzdanı-Seaman's Identity Card"dır.

Madde VIII: Konaklama Limanlarında Gemiadamlarının Hak ve Yükümlülükleri

Bu anlaşmanın VII. Maddesinde zikredilen kimlik belgeleri hamili mürettebat personeli, II. Maddede tanımlandığı gibi isimleri, geminin mürettebat listesinde ve gemi kaptanı tarafından liman yetkililerine sunulan personel listesinde yer almak kaydıyla, gemi limanda bulunduğu sürece, vize almaksızın karaya çıkabilir ve konaklama limanının bulunduğu bölge hudutları içinde konaklayabilir.

Sözkonusu mürettebat personeli, karaya çıkış ve gemiye dönüşlerinde düzenleyici kontrollere uyacaktır.

MADDE IX: Gemiciyanlarının Transit Geçiş ve Konaklama Hakları

1. VII. Maddede zikredilen kimlik belgeleri hamili mürettebat üyeleri, herbir Tarafın ülkesine giriş konusundaki karşılıklı şartları yerine getirerek ve gerektiğinde vize olarak, ister bu Tarafın limanında bulunan bir gemide atandığı göreve gitmek için, isterse kendi ülkesine dönmek için, yükleme ve boşaltma emrine sahip olmak koşuluyla, diğer Tarafın ülkesinden transit geçiş hakkına sahiptir.

2. VII. Maddede zikredilen kimlik belgesini taşıyan mürettebat üyesi, diğer Tarafın limanında sağlık nedenleri, hizmet amaçları veya yetkili mahalli makamlarca geçerli sayılan başka nedenlerle gemiden ayrıldığı takdirde, sözkonusu mahalli makamlar ilgili şahısa, hastaneye kaldırıldığında ülkede kalmak, kendi ülkesine dönmek veya diğer bir limana gitmek için gerekli izni verecektir.

3. Taraflar, milli mevzuatları çerçevesinde, VII. Maddede belirtilen kimlik belgeleri hamili olan, ancak sakıncalı kabul edilen kişilerin kendi ülkelerine girişlerini yasaklama hakkını saklı tutarlar.

MADDE X: Gemi Mürettebatı Hakkında Hukuki Kovuşturma

1. Taraflardan birinin adli makamları, geminin bayrağını taşıdığı ülkenin konsolosluk yetkilisinin onayı veya talebi olmadıkça, diğer Taraf gemisinde Kaptan ile mürettebat arasında, ücret veya hizmet sözleşmesinden doğan ihtilaflara bakmaya yetkili değildir.

2. Taraflardan birinin gemisi diğer Tarafın limanında bulunduğu sırada, geminin bulunduğu yerdeki mahalli idari ve adli makamlar, aşağıdaki durumlar hariç tutulmak üzere, gemide işlenen suçlar vesilesiyle müdahalede bulunamazlar:

a) Eğer müdahale talebi gemi yetkilisince veya onun rızasıyla yapılmış ise;

b) İşlenen suç veya sonuçları, karadaki veya limandaki sükunet ve kamu düzenini bozacak veya kamu güvenliğini tehlikeye düşürecek nitelikte ise;

c) Suç, mürettebat dışında bir kişiye karşı veya mürettebat dışında bir kişi tarafından işlenmişse.

3. Bu Madde hükümleri, her iki Tarafça uygulamaya konan uluslararası sözleşmeler çerçevesinde mahalli makamların, gümrük mevzuatı ve düzenlemeleri ile kamu sağlığı, gemilerin ve limanların güvenliği, insan hayatının korunması, yük güvenliği, yabancıların ülkeye kabulü ve tehlikeli maddelerin taşınması ve deniz kirliliğinin önlenmesine yönelik diğer koruma tedbirlerini uygulamaya koyma haklarına hâlel getirmez.

MADDE XI: Tehlikede Bulunan Gemiler

1. Taraflardan birinin gemisinin, diğer Tarafın karasularında veya sahile yakın yerlerde karaya vurması veya oturması veya herhangi diğer bir hasara uğraması halinde, bu Tarafın yetkili makamları,

- Geminin bayrağını taşıdığı Devletin diplomatik veya konsolosluk memuruna, yükümlülüklerini yerine getirmesi için haber verecektir;

- Kendi bayrağını taşıyan bir gemiye sağlayacağı koruma ve yardımın aynısını, sözkonusu gemiye, gemi mürettebatına, yolcularına ve gemi yüküne de sağlayacaktır.

2. Kurtarma işlemleri ve bunların düzenlenmesi, denizde araştırma ve kurtarma hakkındaki 1979 tarihli Uluslararası Sözleşme (IMO) ve ilgili milli mevzuata uygun olarak yürütülecektir.

MADDE XII. Denizcilik Şirketlerinin Gelir ve Diğer Alacaklarının Transferi

1. Taraflardan herbiri diğer Tarafın gemicilik şirketlerine, kendi ülke sınırları içinde, deniz taşımacılığında doğan gelir ve diğer kazançlarını, ödemelerini yapmak amacıyla kullanma imkânı sağlar.

2. Taraflardan herbiri, milli kanun ve tüzükleri çerçevesinde aynı şirketlere, kendi ülkesinde yapılması gereken ve yukarıda belirtilen tüm ödemelerin mahsup edilmesini müteakip, anılan gelir ve diğer alacaklarını diğer Taraf ülkesine transfer imkânını tanır.

MADDE XIII. İşbirliği

1. Tarafların bu Anlaşmanın yürütülmesinden sorumlu yetkili makamları:

- Fransa Cumhuriyeti Hükümeti adına, Deniz Ticaret Bakanlığı,

- Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti adına, Başbakanlık Denizcilik Müsteşarlığı'dır.

Taraflardan herbiri, bu Anlaşmanın Maddelerinin uygulanmasını teminen ulusal mevzuatları uyarınca gerekli tertipleri almak ve gerekli düzenlemelerin yapılması için diğer Tarafın yetkili makamları ile istişarede bulunmak üzere, yetkili makamlarını görevlendirecektir.

2. Taraflar ařađıdaki konularda iřbirliđi yapacaklardır:

a) Ülkelerindeki deniz taşımacılıđı kuruluşları ve řirketleri arasındaki mübadeleleri geliřtirmek ve iki ülke arasındaki deniz trafiđinin düzenli geliřmesini engelleyebilecek bütün zorlukları ortadan kaldırmak amacıyla yakın iřbirliğinde bulunmak;

b) Denizcilik faaliyetlerinde çeřitli sektörlerden gelen personelin mübadelesini ve eğitimini düzenlemek, denizde ve limanlarda ticari malların akıřını hızlandırmak ve kolaylařtırmak amacıyla gerekli bilgi deđiřiminde bulunmak;

c) Sözkonusu mübadelelerle ilgili faaliyetlerde, deniz ulařımı ile bođazlardan ve karasularından geçiře ilişkin tavsiye ve belgeleri teati etmek.

MADDE XIV: Karma Komisyon

Bu anlaşmanın hükümlerinin uygulanması için, Taraflar ařađıdaki hususlarda mutabık kalmıřlardır:

- Denizcilik mübadelelerinin çeřitli yönleriyle ilgili olarak yetkili kuruluşları aracılıđıyla danıřmalarda bulunmak ve bilgi aľařveriři yapmak;

- Taraflardan biri veya diđerinin talebi üzerine, sırayla Tarafların ülkesinde biraraya gelecek, deniz ticaretinden sorumlu Bakanlıkların temsilcilerinin başkanlık ettiđi bir Karma Komisyona, deniz ulařtırmasının iyileřtirilmesi ve geliřtirilmesine yönelik sorunların incelenmesini tevdi etmek;

- Özellikle uluslararası alanda ortaya çıkan geliřmeleri dikkate alarak, bu Anlaşmanın hükümlerinin gözden geçirilmesini sađlaması için, Karma Komisyonu bütün yetkilerle donatmak.

Böyle bir gözden geçirme, diplomatik yoldan tebliđ edilecek mektup teslisi ile gerçekeřtirilecek ve Tarafların herbirinin ülkesindeki anayasal usullere göre yürürlüğe girecektir.

MADDE XV: Uyuřmazlıklar

Bu anlaşmanın uygulanmasına ve yorumlanmasına iliřkin olarak ortaya çıkabilecek uyuřmazlıklar, Tarafların yetkili makamları arasında karřılıklı anlayıř içerisinde çözüme kavuřturulur. Uyuřmazlık devam ettiđi takdirde, diplomatik yoldan çözüme kavuřturulur.

MADDE XVI: Uluslararası Yükümlüklere Bađlılık

1. Bu Anlaşmanın hiçbir hükmü, Taraflardan herbirinin bađlı olduđu diđer uluslararası anlaşmalardan dođan yükümlüklere hatael getirmez.

2. Bu anlaşmanın yürürlüğe girmesinden sonra yapılacak bir Topluluk (AB) düzenlemesi veya Türkiye ile Avrupa Birliği arasındaki bir anlaşma, işbu Anlaşmanın sonuçlarını değiştirecek nitelikte olur ise, Taraflar en kısa zamanda danışmalarda bulunacaklardır.

BANDE IVII: Yürürlüğe Giriş - Süre- Pesih

1. Bu Anlaşma, gerekli anayasal işlemlerin tamamlandığını belirtten son bildiris tarihinde yürürlüğe girer.

2. Bu Anlaşma, yürürlüğe girdiği tarihten itibaren beş yıl süreyle geçerlidir ve her seferinde kendiliğinden otomatik olarak beş yıl süre için temdit edilmiş sayılır.

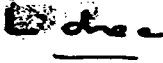
3. Bununla birlikte, bu Anlaşma her an diplomatik yoldan feshedilebilir. Böyle bir durumda, fesih bildiriminin diğer tarafta alınmasından bir yıl sonra bu Anlaşma sona erecektir.

Paris'te . 5 Eylül 1996 tarihinde, her ikisi de hukukten eşit düzeyde geçerli olmak üzere, Fransızca ve Türkçe dillerinde iki asıl nüsha halinde düzenlenmiştir.

Hükümetleri tarafından usulüne uygun olarak yetkili kılınan aşağıdaki imza sahipleri bu Anlaşmayı imzalamışlardır.

Fransa Cumhuriyeti
Hükümeti Adına

Türkiye Cumhuriyeti
Hükümeti Adına



Anne-Marie IDRAC
Ulaştırma Sorumlu
Devlet Sekreteri



Gürcan DAĞDAŞ
Devlet Bakanı

[TRANSLATION — TRADUCTION]

MARITIME AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE
FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
TURKEY

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Turkey, hereinafter referred to as the Parties,

Desiring to encourage and extend relations between the Parties and to ensure the constant development of their cooperation in the field of maritime relations,

Desiring to contribute to the development of trade between them,

Have agreed as follows:

Article I. Aims

The aims of this Agreement are:

To develop maritime relations between the Parties;

To improve coordination in the sphere of navigation and to promote ocean safety;

To prevent the taking of measures which are detrimental to the development of maritime transport;

To contribute, in general, to the development of trade and economic relations between the Parties;

To cooperate in the field of shipbuilding and ship repair.

Article II. Definitions

For the purposes of this Agreement:

1. The term "ship of a Party" means any commercial vessel registered as such in the shipping register of that Party and flying its flag, in accordance with its laws. Ships sailing under the flag of third States recognized by both Parties and engaged in maritime transport between the ports of the Parties and those of States recognized by both of them may benefit from all provisions of this Agreement except articles 7, 8 and 9, provided that the shipping company or operator concerned is Turkish or French.

The term "ship of a Party" does not include warships; hydrographic, oceanographic and scientific research ships; fishing vessels; ships used for the performance of port services, particularly pilotage, towage, boatage, salvage and assistance at sea; and merchant ships transporting hazardous waste.

2. The term "crew member" means the master and any person who performs, aboard a ship of a Party, a function related to its operation or maintenance and who is included in the crew list, as well as personnel responsible for the ship's maintenance and operation who are included in a list annexed to the crew list, in accordance with the relevant international conventions applicable to both Parties.

Article III. Scope of Application

This Agreement shall apply to all maritime trade between the territory of the French Republic and the territory of the Republic of Turkey, subject to the provisions of the second indent of article II, paragraph 1.

However, the provisions of this Agreement shall not apply to coastal shipping or to activities which each Party intends to reserve for its own vessels under the laws and regulations in force, in particular port services, towage, pilotage, boatage, salvage and assistance at sea, fishing activities in the territorial sea of each Contracting Party and inland navigation.

Article IV. Principles of Implementation

The Parties reaffirm their commitment to the principle of the freedom of maritime foreign trade. They agree to cooperate in removing obstacles which may hinder the development of maritime trade between the two countries and of the various activities connected with such trade.

They agree not to obstruct the transport of goods, by ships of the other Party, between the ports of their respective countries and those of third countries.

The provisions of this article shall not affect the right of ships sailing under the flag of third States recognized by both Parties to participate in the transport of goods traded in the context of bilateral foreign trade between the two Parties, subject to respect for fair competition on a commercial basis.

Article V. Treatment Granted to Ships in Ports

1. Each Party shall accord ships of the other Party in its ports the same treatment accorded to its own ships in respect of access to ports, freedom to enter, remain in and leave ports and the right to use port facilities and all amenities which that Party provides to navigation and to commercial operations for its ships and their crew members, passengers and cargo. This provision refers, in particular, to the allocation of berths and loading and unloading facilities.

2. Each Party shall accord ships of the other Party non-discriminatory treatment in respect of port dues and charges.

3. The Parties, within the framework of their laws and port regulations, shall take the necessary measures to reduce the length of time for which ships remain in their ports and to simplify the administrative, customs and sanitary formalities in force in those ports.

Article VI. Nationality of Ships and Ships' Papers

1. Each Party shall recognize the nationality of ships of the other Party on the basis of the documents aboard the ship issued by the competent authority of the other Party in accordance with its laws and regulations.

2. Ships' papers issued or recognized by the competent authority of one of the Parties for ships sailing under its flag shall also be recognized by the other Party.

3. Ships of each Party holding tonnage certificates issued in accordance with the 1969 International Convention on Tonnage Measurement of Ships or the laws in force shall be exempt from remeasurement in the ports of the other Party. Should the tonnage measurement system be changed by one of the Parties, the Party in question shall inform the other Party of the change in order to determine equivalencies.

Article VII. Seafarer's Identity Documents.

Each Party shall recognize the seafarer's identity documents issued by the competent authorities of the other Party. Such documents shall be, in the case of the French Republic, the "livret professionnel maritime" (seafarer's book), and, in the case of the Republic of Turkey, the "Seaman's Identity Card -- Gemi Adami Cuzdani".

Article VIII. Rights and Obligations of Seafarers in Ports of Call

Crew members in possession of the identity documents referred to in article VII of this Agreement may, without a visa, disembark and stay in the port city for the duration of a stopover provided that their names are included in the ship's crew list, in the list annexed to the crew list referred to in article II and in the list submitted to the port authorities.

Upon disembarking and re-embarking, such crew members must satisfy the statutory controls.

Article IX. Rights of Seafarers in Respect of Transit and Sojourn

I. Crew members holding the documents referred to in article VII shall be entitled to pass through the territory of the other Party, provided that they meet the respective conditions for entry into their territory and, in particular, that they are in possession of a travel document bearing a visa, where applicable, in order to return either to their duties aboard a ship lying in a port of that Party or to their country of origin, and provided that they are in possession of an embarkation or disembarkation order.

2. If a crew member holding an identity document referred to in article VII is put ashore in a port of the other Party for health or service reasons or for other reasons recognized as valid by the competent local authorities, the said authorities shall provide the necessary permits for the person concerned to remain in their territory, in case of hospitalization, and either to return to his country of origin or to proceed to another port of embarkation.

3. The Parties reserve the right to refuse admission to their territory, in accordance with their respective national laws, to persons in possession of the identity documents referred to in article VII whose presence they regard as undesirable.

Article X. Legal Actions Against a Crew Member

1. The judicial authorities of one Party may entertain civil proceedings concerning a pay or contract dispute between the master and any crew member of a ship belonging to the other Party only at the request or with the consent of the consular authority of the ship's flag State.

2. While a ship of one Party is in a port of the other Party, the local administrative and judicial authorities shall not intervene in respect of offences committed aboard the ship except in the following cases:

- (a) When their intervention is requested by or with the consent of the ship's authority;
- (b) When the offence or its consequences are such as to compromise public order and peace on land or in the port, or to endanger public safety;
- (c) When the offence is committed by or against a person who is not a crew member.

3. The provisions of this article shall not affect the rights of the local authorities in all matters relating to the application of laws and regulations concerning customs, public health or other measures of control relating to the safety of ships and ports, the protection of human life, the security of cargoes, the admission of aliens and the transport of hazardous wastes and marine pollution, in accordance with the relevant international conventions applicable to both Parties.

Article XI. Ships in Distress

1. If a ship of one Party is wrecked, runs aground or sustains any other damage in the territorial sea of the other Party or in a zone adjacent thereto, the competent authorities of that Party shall:

Inform the diplomatic agent or consular official of the ship's flag State so that the latter may perform the functions for which he or she is responsible;

Render to the crew members and passengers, and also to the ship and cargo, the same protection and assistance as to a ship flying its own flag.

2. The organization and conduct of rescue operations shall be consistent with the 1979 International Convention on Maritime Search and Rescue (International Maritime Organization (IMO)) and with national laws on the subject.

Article XII. Transfer of Revenue and Other Receipts of Maritime Shipping Companies

1. Each Party shall accord the maritime shipping companies of the other Party the right to use the revenue and other receipts realized in the territory of the first Party and resulting from maritime transport to make payments.

2. Each Party shall accord the said companies the right to transfer such revenue and other receipts, after deduction of all the above-mentioned payments, to the territory of the other Party, in accordance with the laws and regulations of the first Party.

Article XIII. Cooperation

1. The competent authorities of the Parties for the implementation of this Agreement shall be:

For the Government of the French Republic, the Ministry responsible for the merchant marine;

For the Government of the Republic of Turkey, the Office of the Under-Secretary for Maritime Affairs, under the authority of the Prime Minister.

Each Party shall mandate its competent authorities to take the necessary measures to implement this Agreement and to undertake consultations with the competent authorities of the other Party with a view to making the necessary arrangements, in accordance with their national laws and regulations, for the implementation of the articles of this Agreement.

2. The Parties shall cooperate with a view to:

(a) Developing exchanges between their maritime shipping organizations and companies and working in close cooperation to eliminate all difficulties which could hinder the steady increase in maritime traffic between their countries;

(b) Organizing the exchange and training of personnel from various fields of maritime activity and exchanging the necessary information to expedite and facilitate the circulation of merchandise by sea and in ports;

(c) With respect to activities related to such exchanges, exchanging documents and recommendations concerning navigation and the crossing of straits and territorial waters.

Article XIV. Joint Commission

For the implementation of the provisions of this Agreement, the Parties agree to:

Hold consultations and exchange information through their competent bodies concerning the various aspects of maritime trade;

Establish a Joint Commission to examine issues concerning the improvement and development of maritime transport between the two countries, chaired by the representatives of the Ministries responsible for the merchant marine and meeting alternately in each country at the request of one of the Parties;

Recognize the Joint Commission's competence to propose revisions of provisions of this Agreement, taking into account, in particular, developments at the international level. Such a revision shall be made in the form of an exchange of letters through the diplomatic channel, and shall enter into force according to each Party's constitutional procedures.

Article XV. Disputes

Any disputes with respect to the application and interpretation of this Agreement shall be settled by arrangement between the competent authorities of the Parties. Should a dispute persist, it shall be settled by diplomatic means.

Article XVI. Respect for International Commitments

1. None of the provisions of this Agreement shall affect the obligations resulting from the international commitments entered into by each of the Parties.

2. If a Community regulation or an agreement between the European Union and Turkey which enters into force after the entry into force of this Agreement should be such as to change the effects of the latter, the Parties agree to consult each other as soon as possible.

Article XVII. Entry into Force -- Duration -- Denunciation

1. This Agreement shall enter into force on the date of the last notification of the completion of the necessary constitutional procedures.

2. This Agreement is concluded for a period of five years from the date of its entry into force, and shall be automatically renewed for successive five-year periods.

3. This Agreement may nevertheless be denounced at any time through the diplomatic channel. In this case, the Agreement shall terminate one year after the date of receipt, by the other Party, of the notice of denunciation.

Done at Paris on 5 September 1996, in two originals in the French and Turkish languages, both texts being equally authentic.

The undersigned, being duly mandated by their respective Governments, have signed this Agreement.

For the Government of the French Republic:

ANNE-MARIE IDRAC
Secretary of State for Transport

For the Government of the Republic of Turkey:

GÜRCAN DAGDAS
Minister of State